Europe : L’Alliance pour la cohésion appelle à un plan de relance fort des Etats en direction de leurs régions notamment

lundi 20 juillet 2020, par lpe

L’Alliance paneuropéenne pour la cohésion avertit les États membres que le compromis sur le budget de l’UE et le plan de relance doivent préserver les investissements dans les régions et les villes.

La crise déclenchée par la pandémie de COVID-19 compromet la cohésion économique, territoriale et sociale de l’Europe et sa capacité à assurer une transition plus verte, plus inclusive et plus intelligente vers un avenir plus durable. C’est la raison pour laquelle l’Alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance), une coalition européenne rassemblant plus de 12000 signataires, demande instamment aux États membres de l’UE de **soutenir un cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-27 solide, assorti de plans de relance**. "*Il y a lieu que le CFP et les plans de relance soutiennent la cohésion en tant que valeur fondamentale de l’Union européenne et qu’objectif clé de l’ensemble de ses politiques et de ses investissements*". Telles sont les revendications qui figurent dans une déclaration qui a été transmise à la commissaire européenne chargée de la cohésion, Elisa Ferreira, et au président de la commission REGI du Parlement européen, Younous Omarjee, à l’occasion d’une vidéoconférence qui s’est tenue le 14 juillet, trois jours avant la réunion du Conseil européen à Bruxelles.

La crise liée à la COVID-19 a montré que la solidarité, la responsabilité et la cohésion sont, aujourd’hui plus que jamais, cruciales pour veiller à ce qu’aucun citoyen et aucune région ne soit laissé pour compte au sein de l’Union européenne. L’Alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance) appelle de ses vœux une politique de cohésion forte, efficace et flexible, fondée sur des perspectives à long terme et sur les principes de partenariat associant les pouvoirs locaux et régionaux à toutes les mesures de reprise. Cela contribuera à relancer et reconstruire l’économie, à promouvoir la durabilité et à renforcer la cohésion territoriale et sociale dans l’Union européenne.
« *Les propositions avancées par la Commission et le président Michel vont dans la bonne direction. Nous invitons instamment les États membres à agir dès maintenant de concert afin d’adopter rapidement un budget adéquat pour la période 2021-2027, ainsi qu’à mettre en place un plan de relance vigoureux pour aider nos collectivités à surmonter la crise en les rendant plus résilientes, plus durables et plus inclusives. C’est dans l’intérêt direct de tous les pays de l’UE, y compris ceux qui exigent de diminuer la capacité d’investissement de notre Union, mais qui sont les principaux bénéficiaires du marché unique* », a déclaré **Apostolos Tzitzikostas, président du Comité européen des régions**, qui a ajouté : « *Le Comité s’associe à tous les acteurs européens, nationaux, régionaux et locaux pour dire non à la centralisation, non aux coupes budgétaires et non à des délais de mise en œuvre intenables qui compromettent l’impact des investissements de l’UE. Accroître la cohésion et la résilience en mobilisant l’ensemble des politiques et instruments de l’UE est le seul moyen de placer les citoyens au premier plan et de soutenir un redressement où personne ne sera laissé pour compte.* »

Elisa Ferreira, commissaire chargée de la cohésion et des réformes, a déclaré : « *Les prévisions économiques de la Commission publiées la semaine dernière indiquent que la récession sera plus profonde que prévu, avec des effets dévastateurs et un creusement des divergences et des inégalités. C’est la raison pour laquelle nous avons besoin d’une politique de cohésion forte et d’une relance équitable et solidaire. L’ensemble des propositions de la Commission en matière de relance portent l’ADN de la cohésion : la dotation généreuse en faveur de la politique de cohésion et le recours à la méthode de*

la cohésion dans le fonds de relance et dans d'autres aspects. C'est pour cela que je me suis battue et continuerai à me battre. Nous comptons sur vous pour faire pression dans vos pays et régions respectifs. Le temps presse, nous devons agir rapidement pour faire passer le message, préparer nos plans et nos programmes et veiller à ce qu'aucune région ne soit laissée pour compte. »

Younous Omarjee, président de la commission REGI du Parlement européen, a déclaré quant à lui : « *La crise a défiguré l'Europe. Un plan de relance et un budget ambitieux sont essentiels et attendus, la relance à court terme doit être complémentaire de la poursuite des objectifs à long terme et notamment de cohésion économique, sociale et territoriale. Nous appelons le Conseil à s'unir autour d'un bon budget. Il est aussi essentiel que le plan de relance soit directement accessible pour les régions et qu'il puisse être contrôlé démocratiquement. Ce sont les demandes du Parlement.* »

Isabelle Boudineau, présidente de la commission de la politique de cohésion territoriale et du budget de l'UE (COTER) du Comité européen des régions et vice-présidente de la région Nouvelle-Aquitaine, en France, a déclaré : « *L'UE a besoin d'un budget solide assorti d'un plan de relance ambitieux pour préparer l'avenir. Les transitions verte et numérique sont d'une importance capitale si nous voulons bâtir une société européenne durable et solidaire. Nous ne pouvons sacrifier nos objectifs à long terme au profit de mesures d'urgence. La solidarité est la seule possibilité qui s'offre à nous. Les chefs d'État et de gouvernement qui se réunissent les 17 et 18 juillet ont une immense responsabilité. Au niveau local et régional, nous avons besoin de résultats dès maintenant. L'UE doit démontrer qu'elle est en mesure de les fournir. C'est le projet européen qui est en jeu, et nous ne pouvons pas nous permettre de décevoir à nouveau les citoyens européens.* »

L'événement peut être visionné en suivant ce lien.

A propos : L'Alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance) fédère tous les acteurs qui considèrent que la politique de cohésion de l'Union européenne doit rester un des piliers de l'Europe de demain. C'est la volonté de parer au risque de réductions dans le prochain budget à long terme de l'Union et de mieux faire connaître le rôle crucial de la politique de cohésion qui a été à l'origine du lancement, en octobre 2017, de l'Alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance), à l'initiative des grandes associations de régions et de villes que sont l'Association des régions frontalières européennes (ARFE), l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), la Conférence des assemblées législatives régionales de l'Union européenne (CALRE), le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe (CRPM) et EUROCITIES, sous l'impulsion du Comité européen des régions.

L'Alliance réclame un budget de l'UE après 2020 qui rende la politique de cohésion plus forte, plus efficace, plus visible et plus accessible pour chacune des régions de l'Union européenne. Depuis que l'initiative a été lancée, la déclaration de l'Alliance a été souscrite par plus de 12000 adhérents à titre personnel, ainsi que par 140 régions, 137 villes et grandes collectivités, 50 associations de pouvoirs régionaux et locaux, 40 députés au Parlement européen et 35 associations sectorielles au sein de l'UE. Toute personne qui croit en une politique de cohésion de l'UE forte est invitée à rejoindre l'alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance) en signant la nouvelle déclaration.